



Bordeaux, le 13/02/2026

## Clôture des EGIP : **Avis de tempête sur les SPIP, la CGT IP en vigilance rouge et en ordre de bataille !**

Malgré cette période d'intempéries qui frappent actuellement le Sud-Ouest de la France de manière intense, nous ne pouvons que déplorer les annonces incessantes de notre ministre de tutelle et leurs conséquences délétères qui pleuvent presque quotidiennement sur nos services depuis plus d'un an.

Dans cette tempête médiatique, provoquée essentiellement dans l'intérêt électoraliste du garde des Sceaux, tout y passe ou presque.

Stigmatisation d'une partie de notre public en fonction de la catégorie pénale, les narcotrafiquants dans la ligne de mire avec le retour de prisons hautement sécurisées, ou en fonction de leur origine pour les étrangers, cible toute désignée parmi les plus précaires, avec les consignes illégales récemment données aux agents d'émettre des avis défavorables à tout projet les concernant (permissions ou autre aménagement de peine, du moment qu'une mesure d'éloignement est prononcée...).

Remise en cause des missions d'insertion du SPIP : annulation d'activités en détention, pourtant rares instants de répits dans des prisons surpeuplées, recherche de responsables, dans une sorte de chasse aux sorcières décomplexée, jeter en pâture des agents présumés coupables de mal faire leur travail car leurs actions (permissions, activités socio-culturelles) seraient prétendument jugées illégitimes par une opinion publique que l'on oublie volontairement d'informer.

La manière dont les EGIP ont été conduits laisse craindre de nouvelles perturbations ; sous prétexte de consulter l'ensemble des professionnels de l'insertion et de la probation, quelques tables rondes ou rassemblements ont été organisés au compte-goutte, faisant surtout office de cérémonies d'annonce, dans lesquelles aucune réflexion ou contradiction n'a pu être opposée par les agents de terrain, qui se sont vite trouvés submergés par cette vague d'hypocrisie.

Face à tous ces débordements, les conclusions rendues ce 13/02/2026 s'annoncent agitées et nous redoutons d'arriver à saturation.

Nous refusons pourtant que les mesures qui en ressortiront portent de nouvelles atteintes inacceptables à notre profession et refusons de laisser se noyer les agents dans des services déjà proches de l'asphyxie.

Nous continuerons à défendre les agents qui exercent encore leur métier par conviction, qui croient encore, contrairement à leur ministre, en l'intérêt et l'importance de leurs missions et qui n'accepteront pas de nouveau que les valeurs humanistes qui les innervent soient sacrifiées sur l'autel de la sécurité.

Dans ce contexte de tempête permanente, l'annonce des recrutements aux concours de CPIP (85 postes) et de DPIP (14 postes) ressemble davantage à une averse symbolique qu'à un véritable plan de renfort. Ces effectifs dérisoires ne suffiront en rien à contenir la surcharge, à combler les vacances de postes ni à éviter le naufrage de services déjà au bord de la rupture. Pendant que le ministère prétend colmater la brèche, ce sont encore les agents qui restent exposés, sans moyens réels pour affronter les rafales à venir.

A ceux qui se permettent de faire la pluie et le beau temps, nous vous livrons nos prévisions : nous restons particulièrement vigilants face à ce nouveau risque imminent d'intempéries et serons prêts à donner si besoin un contenu plus « robuste » à notre contestation, qui s'annonce quant à elle insubmersible.

**La CGT IP Nouvelle Aquitaine.**